



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Valant CCAP et CCTP

MARCHE DE FOURNITURES ET SERVICES

**ACQUISITION D'UN PORTIQUE ELEVATEUR AUTOMOTEUR A BATEAUX POUR LE PORT DU
CAP D'AGDE**

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES : Lundi 28 mars 2022 à 12 h00

Cadre réglementaire : La consultation s'effectue conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant sur la partie législative du code de la commande publique et du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant sur la partie réglementaire du code de la commande publique

SOMMAIRE

TITRE 1 : REGLES DE LA CONSULTATION, CLAUSES ADMINISTRATIVES	3
ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 : CADRE REGLEMENTAIRE ET ETENDUE DE LA CONSULTATION :	3
ARTICLE 3 : NOMENCLATURE EUROPEENNE	3
ARTICLE 4 : CARACTERISTIQUES DU MARCHE.	3
4.1. Décomposition du marché :	3
4.2. Durée du marché :	3
4.3. Délai de validité des offres	4
4.4. Variantes et options.....	4
ARTICLE 5 : DOSSIER DE CONSULTATION	4
ARTICLE 6 : PIECES A PRODUIRE PAR LE CANDIDAT	4
ARTICLE 7 : CRITERES DE SELECTION DES OFFRES	5
ARTICLE 8 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES	6
ARTICLE 9 : PRIX.....	6
ARTICLE 10 : MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT	6
ARTICLE 11 : DELAIS ET MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE.....	7
ARTICLE 12 : MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE	8
ARTICLE 13 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	8
TITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES.....	9
ARTICLE 1 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DE LA GRUE :	9
ARTICLE 1-1 : Zone technique portuaire.....	9
ARTICLE 1-2 : Dimensions	10
ARTICLE 1-3 : Descriptif de l'élévateur	10
ARTICLE 1-4 : Capacité de levage et charge au sol.....	11
ARTICLE 1-5 : Grue hydraulique télescopique.....	12
ARTICLE 1-6 : Matériaux de construction et déplacement.....	12
ARTICLE 2 : FORMATIONS SUR LA GRUE :	13
ARTICLE 3 : VISITES DE GARANTIE	13
ARTICLE 4 : MAINTENANCE	14
ARTICLE 5 : REPRISE ANCIEN MATERIEL	15

TITRE 1 : REGLES DE LA CONSULTATION, CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION

Dans le respect des dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et de son décret d'application n°2018-1075 portant partie réglementaire du code de la commande publique. La SODEAL lance un marché de fournitures et services concernant l'achat d'un portique élévateur automoteur à bateaux pour le port du Cap d'Agde. Ce portique servira à sortir et mettre à l'eau les bateaux.

Ce marché comprend la fourniture, le montage, la mise en service et la maintenance d'un portique d'une capacité de levage maximum de 35 tonnes destiné à la manutention de bateaux pour le port du Cap d'Agde.

ARTICLE 2 : CADRE REGLEMENTAIRE ET ETENDUE DE LA CONSULTATION :

La présente consultation est soumise aux dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et de son décret d'application n°2018-1075 portant partie réglementaire du code de la commande publique. Le présent appel d'offres est soumis aux dispositions des articles L 2124 de l'ordonnance n°2018-1074 et R2124—1 et R2124-2 du décret n°2018-1075.

ARTICLE 3 : NOMENCLATURE EUROPEENNE

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européen CPV : 42414000- grues, portiques mobiles et chariots équipés d'une grue

ARTICLE 4 : CARACTERISTIQUES DU MARCHE.

4.1. Décomposition du marché :

Le marché est unique. Il n'est pas prévu de décomposition en lots. Un seul marché sera passé pour la réalisation de la prestation.

4.2. Durée du marché :

Le marché est conclu à compter de sa date de notification.

Les prestations devront démarrer au plus tard le dernier trimestre 2022.

4.3. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres. Il court à compter de la date fixée pour la remise des offres.

4.4. Variantes et options

La proposition de variantes n'est pas autorisée. Le marché ne compte pas d'options.

ARTICLE 5 : DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation remis aux candidats contient les pièces suivantes :

- Le cahier des clauses particulières valant ccap et cctp.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Ce document, réputé connu par le soumissionnaire, n'est pas joint au dossier de consultation.

Retrait du dossier :


Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il peut être téléchargé sur la plateforme de dématérialisation : <https://demat.centraledesmarches.com>

Tous les documents constituant ou accompagnant la candidature et/ou l'offre devront être rédigés en langue française. Dans le cas contraire, ils devront être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Modification de détail au dossier de consultation :

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 6 : PIECES A PRODUIRE PAR LE CANDIDAT

 Chaque candidat devra produire à l'appui de sa candidature :

-Une lettre de candidature, dûment datée et signée, formulaire DC1, disponible sur le site du ministère de l'économie et des finances et en cas de groupement, l'habilitation du mandataire signée par les cotraitants.

-Les candidats devront justifier de leur capacité économique et financière à exécuter le marché. A cet effet les candidats devront compléter le formulaire DC2, téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr Figureront impérativement dans ce DC2, ou dans des documents annexés les renseignements permettant d'apprécier les capacités techniques, économiques et financières du candidat.

-Un extrait KBIS

-Copie de l'attestation d'assurance

✚ Chaque candidat devra produire à l'appui de son offre :

- Le formulaire ATTR1₁ , disponible sur le site du ministère de l'économie

- le présent cahier des clauses particulières valant, CCAP et CCTP, paraphé et signé sans modification.

-Un devis quantitatif estimatif

-Un relevé d'identité bancaire ou postal.

-Un mémoire technique du candidat apprécié sur la base des caractéristiques minimales requises définies dans la partie technique de ce document et dans la documentation fournie par l'entreprise soumissionnaire.

Le mémoire technique est une pièce impérativement exigée.

Autres points jugés utiles par le prestataire pour valoriser la qualité de ses interventions et son professionnalisme

Absence de pièces : l'absence de pièces listées ci-dessus dans le dossier du candidat ou leur caractère incomplet, entraînera le rejet de la candidature pour non-conformité au présent cahier des clauses particulières. Cependant, la SODEAL se réserve le droit, le cas échéant, de demander aux candidats dont le dossier est incomplet de le régulariser dans un délai identique pour tous. Dans ce cas, elle en informe les autres candidats qui auront la possibilité de compléter leur candidature dans le même délai.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit ne pas donner suite à la présente consultation. Ainsi si au terme de la consultation un candidat est informé que son offre est retenue, il ne pourra prétendre à aucune indemnité, n'élever aucune réclamation dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur déciderait d'abandonner la procédure.

ARTICLE 7 : CRITERES DE SELECTION DES OFFRES

Pour attribuer le marché au candidat qui aura présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, le pouvoir adjudicateur se fondera sur les critères pondérés suivants :

✚ Le prix des prestations : 40 %
Apprécié au regard de la proposition financière détaillée.

✚ La valeur technique de l'offre : 50 % qui comprend les caractéristiques et performances de l'engin, qualité de construction, durabilité et performance en matière de protection de l'environnement.

Le suivi de la prestation : 10% mise en service complète du matériel et service après-vente ainsi que les garanties

L'offre la mieux classée au regard des critères énoncés ci-dessus sera retenue par le pouvoir adjudicateur après avis de la Commission de choix.

ARTICLE 8 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les propositions doivent être déposées sur la plateforme de dématérialisation :

<https://demat.centraledesmarches.com> avant la date et l'heure fixées ci-dessous :

Le lundi 28 mars 2022 à 12 h00

ARTICLE 9 : PRIX

Les prix sont réputés fermes et comprennent toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Le transport s'effectue sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées selon les stipulations de l'acte d'engagement fournis par le candidat.

ARTICLE 10 : MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé au fournisseur titulaire du marché.

La facture sera établie en un original et adressée à :

SODEAL

21 Cours des Gentilshommes

34300 Le Cap d'Agde

Elle devra comporter les renseignements suivants :

-Numéro et date du bon de commande

- Date d'exécution

- Nom et adresse du prestataire
- Références bancaires telles qu'il est précisé dans l'acte d'engagement
- Désignation en clair des prestations concernées
- Montant global HT de la prestation
- Prix des prestations effectuées « à la demande »
- Taux et montant de la TVA
- Montant TTC
- Date de la facture

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par des prix unitaires dont le libellé est présenté dans le devis.

Délai de paiement :

Le délai global de paiement de la SODEAL est de 30 jours date de facture, dans la mesure où l'ensemble des maintenances et soient achevées et que les éléments justificatifs du présent contrat soient fournis. Le moyen de paiement se fera par virement bancaire.

ARTICLE 11 : DELAIS ET MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

Lieu de livraison :

La livraison doit être exécutée à :

SODEAL
Zone technique- service grutage
Au Cap d'Agde

Délai d'exécution :

Le début du marché prendra effet à compter de la notification et prendra fin aux termes de la garantie.

ARTICLE 12 : MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

La livraison sera vérifiée par le directeur des ports et l'adjoint de direction portuaire technique et validée par la signature du bon de livraison.

Dans le cas de réserves, l'entreprise disposera d'un délai maximum de 30 jours pour lever les réserves.

Le matériel fait l'objet d'une garantie minimale de 36 mois à partir de la date d'admission de la livraison, comprenant le remplacement de pièces détachées défectueuses, la main d'œuvre et les frais de déplacement.

ARTICLE 13 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de la consultation, les candidats devront faire parvenir, au plus tard une semaine avant la date de remise des offres, une demande écrite via la plateforme électronique : <https://demat.marches.medialex.fr>

Une réponse sera alors adressée en temps utile sur la même plateforme électronique.

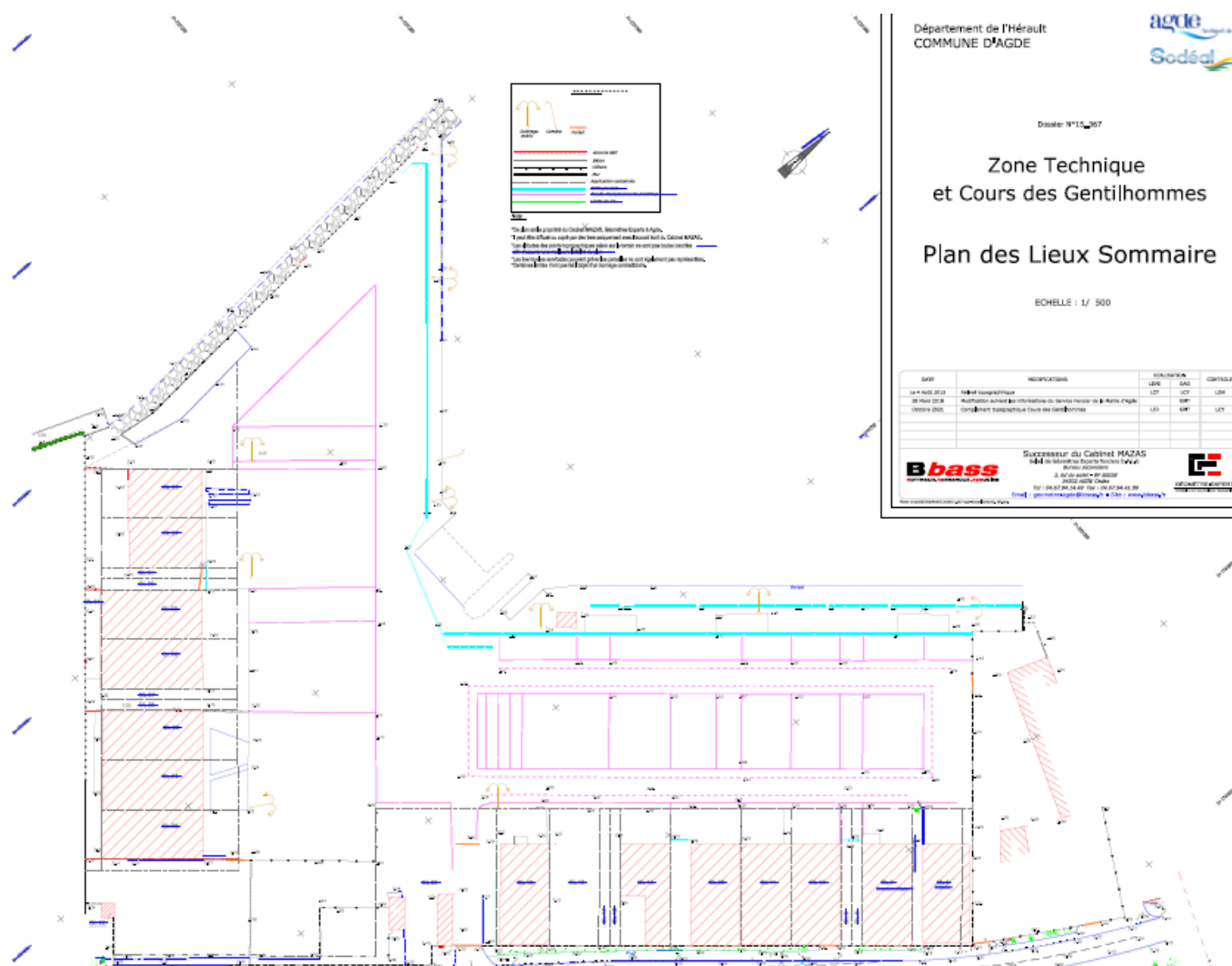
TITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 1 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DE LA GRUE :

ARTICLE 1-1 : Zone technique portuaire

L'élévateur évoluera sur l'ensemble de la zone technique portuaire, des darses de levage aux aires de stationnement des bateaux, en empruntant les voies de circulation de la zone technique.

Il sera utilisé pour les opérations de mise à terre, mise à l'eau, calage, tenue sur sangles.



ARTICLE 1-2 : Dimensions

- largeur darse : 4.16 m
- longueur darse : 8.00 m
- hauteur eau/plan : 1.10m

Le candidat fera lui-même un relevé de cotes afin de définir la construction de la machine.



ARTICLE 1-3 : Descriptif de l'élévateur

La structure de l'élévateur se composera d'une structure métallique type poutres reliées par une seule traverse déportée. La traverse déportée en fer à cheval constitue l'arrière de l'élévateur par rapport au sens normal de déplacement de l'élévateur.

Chaque élément de la structure sera construit en tôle d'acier assemblée en forme de poutre caisson à section rectangulaire. Les jonctions seront effectuées par brides soudées sur les éléments de charpente et renforcées par des goussets, reliées entre elles par boulonnage en inox à haute résistance.

L'épaisseur de la tôle devra être justifiée en fonction des efforts statiques et dynamiques et des déformations attendus.

L'ensemble de la structure sera conçu et construit pour pouvoir manœuvrer facilement à vide, comme à pleine charge sans déformation de la structure.

Ses principales caractéristiques seront les suivantes :

- Il possèdera 4 roues motrices et directionnelles ; ces roues seront équipées exclusivement de pneumatiques neufs de type travaux publics. Les roues motrices et directionnelles braqueront à 90 °. Des variantes sont autorisées.
- La poutre de liaison sera décalée vers l'arrière (poutre déportée) de façon à libérer une longueur nette.
- Un système hydraulique entraîné par un moteur diesel assurera la transmission, le braquage des quatre roues motrices et le levage au moyen de treuils.
- Le pilotage pourra être assuré :
 - depuis un poste de pilotage situé en position basse, à l'arrière de l'engin
 - au moyen d'un boîtier indépendant, permettant au conducteur de circuler autour de l'élévateur pendant la manœuvre.
- L'engin sera doté d'un système d'éclairage par leds permettant les manutentions et déplacements de nuit, en cas de fortune de mer par exemple.

Elle devra être livrée avec la documentation technique comprenant les caractéristiques de l'engin ainsi que la notice d'entretien et d'utilisation.

ARTICLE 1-4 : Capacité de levage et charge au sol

Charge nominale souhaitée : entre 16 et 35 tonnes

On rappelle que l'élévateur à bateaux objet du marché est destiné aux manutentions réalisées à partir de la petite darse. Sa largeur nette est de 4.16 m. Sa longueur totale est de 8.00 m, limitée à son extrémité par des butoirs de roues d'une hauteur 35cm. Si l'on compte une surlargeur d'ajustement de conduite de chaque côté, la largeur intérieure nette entre roues doit être de 4.30 m.

La profondeur des darses par rapport à la surface du terre-plein environnant est de 1.10 m. Le marnage du plan d'eau est susceptible de varier en fonction des conditions météorologiques. Les fins de course des palonniers devront être réglées en conséquence.

En ce qui concerne la pression au sol en charge, elle ne devra pas être supérieure à celle de l'élévateur qu'exploite actuellement le Port (CIMOLAI 50t).

ARTICLE 1-5 : Grue hydraulique télescopique

L'engin devra être équipé d'une grue. Les stipulations relatives à cette grue sont : 4 tonnes à 4 mètres, 9 mètres de longueur de flèche environ.

Une grue hydraulique télescopique, destinée au levage, à la pose et à la dépose de mâts ou de moteurs notamment, sera installée sur la structure au niveau de l'arrière.

ARTICLE 1-6 : Matériaux de construction et déplacement

Tous les matériaux de construction de la structure et des accessoires doivent être de première qualité et conformes aux normes en vigueur pour la construction d'engins de manutention. Ils doivent également par leur qualité ou leur protection présenter une résistance à la corrosion en atmosphère marine :

- protection des parties en acier par sablage, couches de peintures antirouille, couches de peintures de finition à forte résistance,
- tuyauteries, boulonneries en inox,

Déplacement :

- nb roues motrices : 4
- nb roues directionnelles : 4
- rectiligne
- diagonale
- crabe
- carroussel

ARTICLE 2 : FORMATIONS SUR LA GRUE :

Une formation prise en main sera assurée sur le site de l'acheteur (zone technique du cap d'Agde) aux utilisateurs de la grue.

Cette formation aura lieu à la date définie d'un commun accord entre le pouvoir adjudicateur et le prestataire retenu.

ARTICLE 3 : VISITES DE GARANTIE

L'élévateur sera couvert par une garantie totale pièces et main d'œuvre par le fournisseur pour une durée de 3 ans à compter de la date de réception, dans le cadre d'une utilisation normale. Le délai d'intervention devra être le plus rapide possible, une immobilisation non programmée ne pouvant dépasser 48 heures.

Le fournisseur devra également indiquer la liste de ses prestataires en matière de service après-vente, maintenance, entretien, dépannages.

La garantie comprendra le remplacement du matériel, le transport, les frais de déplacement, de réparation et de réglages.

Durant cette période de 3 ans, le fournisseur est tenu d'assurer la continuité de bon fonctionnement de l'élévateur conformément à sa destination et ses performances.

En cas de panne, si une intervention sur site du fournisseur s'avère nécessaire, l'intervention pendant toute la période de garantie devra intervenir en 48 heures maximum.

Tout manquement à cette obligation donnera lieu à l'application de pénalités de pertes d'exploitation de l'aire de carénage.

Par la suite, sous réserve de la bonne application du contrat de maintenance, hors cas de force majeure, vandalisme ou accident, ou toutes causes indépendantes de l'utilisation normale de l'élévateur, le fournisseur garantira la structure pour une durée de 10 ans.

La peinture sera garantie 5 ans à compter de la mise en service définitive pour l'ensemble de sa structure et de tous les accessoires.

En cas de vice caché dûment constaté et avéré affectant toutes pièces du portique élévateur, sans exception et hors pièces d'usure, le fournisseur s'engage à remédier au désordre causé, et à ses conséquences, à ses frais et dans les plus brefs délais.

ARTICLE 4 : MAINTENANCE

Pendant la période de garantie

Le fournisseur fournira les références de l'entreprise en charge du contrat de maintenance tel que décrit ci-dessous ainsi que son coût annuel.

Après la période de garantie :

Le fournisseur chiffrera le coût annuel du contrat de maintenance ainsi défini :

Ce contrat sera souscrit pour une période de 2 ans renouvelable par période d'un an.

Les consommables et les pièces de rechange à garantie expirée seront à la charge du Maître d'ouvrage.

Les pièces remplacées seront neuves et bénéficieront d'une garantie totale de 2 ans à compter de la date de leur mise en service.

- Le fournisseur fournira un prix forfaitaire couvrant :

Télédépannage et télémaintenance.

Pour l'entretien préventif, 2 interventions par an. Les prestations de maintenance préventive seront clairement décrites. Tout défaut ou dysfonctionnement décelé lors d'un entretien préventif sera immédiatement corrigé.

Pour l'entretien curatif, une intervention curative d'urgence par an, à la demande, sous 48h heures.

Le fournisseur justifiera d'une astreinte, dont le N° d'appel figurera au dossier technique. Le rapport d'intervention détaillé sera exigé à chaque intervention.

Pour chaque type d'intervention hors forfait, le fournisseur s'engagera sur les délais d'intervention en fonction des dysfonctionnements constatés et fournira un bordereau de coût valeur 2022 incluant et détaillant taux horaires, frais de déplacement etc...

Stock de pièces détachées

Le fournisseur proposera dans son offre un lot de pièces détachées de première nécessité, qui seront stockées au hangar manutention du Port du Cap d'Agde.

Il indiquera le montant de ce stock, le coût unitaire de chacune des pièces, les références, la marque l'origine des pièces ainsi que les délais d'approvisionnement

ARTICLE 5 : REPRISE ANCIEN MATERIEL

Le fournisseur proposera une offre de reprise pour notre portique actuel. Soit un portique 25 tonnes de marque Roulev de 1989. Ce portique est actuellement réformé en interne mais fonctionnel. Cette offre comportera le rachat, le démontage et l'évacuation de ce dernier. Le postulant prendra lui-même les informations et fera lui-même son expertise sur site pour l'état de la machine.

Signature pour validation

La signature du candidat entérine son accord sur le contenu de ce document comportant 14 pages.

A

Le

Nom du candidat :

Cachet et signature du candidat :

Mention « lu et approuvé » :